CSE réseau 3

FO france•tv

En route pour le chaos

Liminaire FO • 19 juin 2024

Le communiqué de la Présidente à peine envoyé, qu'il est déjà enterré !

De la fusion à la privatisation, il n'y a qu'un pas. Allons-nous mettre le second pied dans la tombe ? Entre la peste et le choléra, entre une mort lente ou rapide ... L'avenir s'annonce quoi qu'il arrive sombre et compliqué. D'ailleurs la Présidente de France Télévisions nous l'a écrit 2 fois dans son communiqué envoyé aux salariés début juin : c'est la guerre !

Aujourd'hui, la dissolution de l'Assemblée nationale a mis à l'arrêt le projet de fusion et en même temps le financement de l'audiovisuel public.

Et ce sujet du financement est probablement le problème le plus grave du moment. Si cela devait se traduire au final par une budgétisation, ce serait non seulement un manque de stabilité et de pérennisation mais pas seulement. Car il y a aussi ces caractéristiques européennes (du « Média Freedom Act ») exigeant que nos ressources garantissent une indépendance éditoriale. Sans cela, nous pourrions être considérés comme une « télé d'Etat », et perdre en crédibilité.

Il y a aussi ce que le Conseil Constitutionnel écrivait au moment de la suppression de la redevance : *« la garantie des ressources constitue un élément de notre indépendance »*. Alors oui, nous ne pouvons que regretter que ce sujet du financement n'ait pas été réglé plus tôt.

Alors que dès le mois d'avril, la direction du réseau demandait aux antennes de se serrer la ceinture, comment allons-nous financer la couverture de ces élections législatives ?

Bien sûr, nous nous devons d'être au rendez-vous, c'est notre mission de service public. Un service public auquel nous sommes viscéralement attachés. Mais à quel prix ?

Quel sera l'impact sur le second semestre de l'année, alors qu'on nous avait déjà annoncé la nécessité de nombreuses mutualisations de JT cet été ?

Quel avenir pour le réseau d'un point de vue économique et technologique ? Les tests ont repris à la SQS (Site de Qualification Strasbourg), tous les managers et la direction ne parlent que des futures régies automatisées.

Quand la direction va-t-elle clarifier la situation et nous annoncer son projet ? Nous lui rappelons son devoir quant à l'information et la consultation des élus.

Du côté de la Fabrique, tout n'est pas simple non plus : des problèmes d'équité de modes de défraiement, la pratique du lissage des heures travaillées pour les CDDU, la non prise en charge des formations d habilitations électrique, le non-respect et le non-paiement des périodes obligatoires de pause après six heures de travail continu, la non prise en compte et la non-écoute des revendications de certains métiers pour faire évoluer leurs fiches de poste. La liste est longue, et pourtant, elle n'est pas exhaustive.

Madame la Directrice du réseau, ne rajoutez pas du chaos au chaos !